Syndicat National des Agents des Douanes C.G.T.

Section de Lille- DNRFP - Dunkerque - Picardie

Lille le 3 mars 2020

COMPTE RENDU DU CTSD de Lille du 27 février 2020

Après lecture des déclarations liminaires, le Président a répondu aux sujets évoqués dans celles-ci.

S'il n'a pas souhaité s'exprimer sur les sujets d'ordre politique, il nous a fait part de la volonté de l'administration de s'adapter aux enjeux de la future douane et aux changements qui en découleront en France et en Europe.
Il nous a aussi informé que la gestion des agents BREXIT rentre dans une mécanique/procédure qui est en train de se mettre en place rapidement.

Répondant à notre sollicitation dans notre liminaire, le président a fait observer une minute de silence en mémoire des deux collègues d'Amiens décédés récemment.

Avant d'aborder l'ordre du jour et en accord avec les OS, le président a évoqué l'actualité de la crise du Coronavirus.

Les élus du SNAD-CGT ont demandé que la communication soit au cœur du dispositif, qu'elle soit dirigée par la DG et homogène, sans que des chefs de services soient obligés d'improviser des consignes.

Selon l'A.R.S.[1] le port du masque FFP2, par des personnes saines, n'est pas souhaité pour deux raisons : inutile et surtout pour ne pas épuiser les stocks.

La DI des Hauts de France dispose actuellement d'environ 90.000 masques FFP2 et l'État va faire des compléments par commande à venir.
Certains agents s'interrogent sur la date de péremption affichée sur les boîtes des masques, cette péremption concerne uniquement l'élastique de maintien qui pourrait perdre de son efficacité.

Suite aux instructions de l'A.R.S, le D.I. nous renseigne sur les consignes données en réunion de préfecture de région.

Pour ceux qui contrôlent des usagers venant de zones infectées le port du masque est inutile, seul le port des gants et l'utilisation de gel hydroalcoolique est préconisé.
Le D.I. a lancé un recensement des collègues revenant de zones à risques dès mardi soir et pour ceux qu'ils le peuvent le télétravail a été autorisé, pour les autres une autorisation d'absence est accordée le temps de l'incubation du virus.
L'administration est en train d'établir un plan de continuité des services pour définir les services prioritaires en cas de propagation massive du virus.
La CGT a rappelé l'importance de consignes identiques dans toutes les administrations afin que les agents ne tombent pas dans la psychose et la panique.

Le président, constatant que les échanges sur ce sujet étaient terminés, propose de reprendre l'ordre du jour.

Point I : Approbation du procès-verbal de la réunion du 7 novembre 2019. VOTE POUR

Point II : Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 novembre 2019. VOTE POUR

Point III:BOP 2020 - Effectifs. Point soumis à vote

les Effectifs de Référence :
Les effets du BREXIT
perte de 40 E.R. en Op/Co par rapport à 2019
augmentation de 23 ER Surv par rapport à 2019

1 Agence Régionale de Santé

Mesures hors BREXIT :
- perte de 6 E.R. Op/Co : 3 au titre de CIEL et 3 au titre des suppressions de postes au sein du ministère réparti comme suit : 1 BFCI, 1 Arras et 4 CISD.
- perte de 3 E.R. Surv. pour satisfaire la demande du gouvernement de faire des économies qui se répartissent en : 1 au CODT, 1 à Halluin et 1 à Lille-Gares.
A noter le transfert d'un emploi A d'Arras à Lesquin et d'un C du CISD à Dunkerque port.

La suppression de la mission sûreté à la Gare de Lille Europe n'est pas d'actualité.

Le DI a rappelé qu'il restait 104 ER « gelés » au niveau central qui seront attribués à l'interrégion lorsque le brexit sera effectif.

La CGT a voté contre le BOP proposé par le DI puisqu'il y a des suppressions de postes pour participer à l'effort budgétaire du ministère.

Point IV : Transfert de la TICPE-UE . Dernier point soumis à vote

Ce transfert vers Metz impacte le travail de 12 collègues de notre interrégion , 10 au bureau de Lesquin et 2 au PLI.
Il sera effectif à partir de 2021.
Sur les 10 emplois de Lesquin au moins 5 resteront sur place pour absorber la charge de travail actuelle de la douane. Les deux emplois du PLI resteront à la résidence dont un probablement au PLI. Les effets de cette restructuration n'apparaîtront que sur les Emplois de Référence 2021.

Sans surprise la CGT a voté contre cette suppression de service.

Un nouveau CTSD est prévu le 10 mars pour voter à nouveau sur ces deux points.

Point V : Déménagement de la BSI de St-Omer .
Il s'effectuera sur la commune de Leulinghem. Les nouveaux locaux seront disponibles au mieux le 1er septembre 2020 après des travaux d'aménagement d'un montant de 400 000€.
Le président insiste sur la notion de déménagement et pas de restructuration comme pour Bavay-Maubeuge en 2015.

Le président donne ensuite des informations sur l'immobilier de l'interrégion.

- Des locaux devraient être disponibles en 2021 pour le retour de la douane à demeure, sur l'aéroport de Beauvais Tillé. La brigade sera recréée à cette date.
- La climatisation de l'ensemble du bureau d'Amiens étant trop onéreuse pour des bâtiments n'appartenant pas à l'administration, il est envisagé de climatiser la salle sociale et l'open-space.

Sur le tunnel, le président souligne la mauvaise volonté d'Eurotunnel de faire avancer les choses, il envisage de déplacer le dossier au niveau de la DG. Il va toutefois faire une dernière tentative en leur proposant de travailler en commun via leur bureau d'étude.

Point VI :Un bilan des FP 2019 et du plan de formation 2020. Présentation faite par la responsable du BOP-GRH

Point VII : Résultat de l'enquête interrégionale relative aux conditions de travail
La CGT a souligné l'intérêt de la démarche de la DI mais regrette le faible taux de réponse (15,28%). il est demandé à ce que la prochaine enquête fasse l'objet d'une plus grande publicité par les chefs de service.
Certains ajustements, dans l'analyse des réponses, devraient être pris en compte pour en éviter une lecture faussée.

Point VIII :Questions diverses :
Il est demandé un rééquilibrage de certaines unités SURV entre C et B, le président s'engage à en faire l'étude.

Pour la BST1 même si elle est aujourd'hui en effectif réel à plus de 50, les effectifs de référence étant inférieurs à ce chiffre, elle ne sera pas reclassée en TGU.

La proposition d'avoir un stand de tir propre à la douane est avancée par les OS.

Il est demandé de renouveler les premiers gilets tactiques. Le PLI répond que la dotation individuelle est en cours et qu'il étudiera les demandes de renouvellement en fin d'année selon le budget disponible.

Un point est fait sur la situation de Maubeuge BSI.

Les élus Cgt :

Jean-Marc Bruyère, Jean-Marc Watteau, Gioacchino Garulli, Rénald Savreux, Thierry Combas et Ménard Laurent